



Paris, le 23 février 2020

Communiqué de presse

## **Pour un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture**

### **Un million de paysan.ne.s pour répondre à l'urgence sociale et climatique**

La Confédération paysanne et des organisations syndicales et citoyennes engagées dans le champ de l'environnement, de la défense des droits sociaux, le bien-être animal et l'éducation ont décidé de rédiger un plan de transition sociale et écologique de notre agriculture.

Alors que l'Etat préfère criminaliser les opposants à l'agro-industrie par sa cellule autoproclamée Déméter, que l'Etat, en cogestion avec la FNSEA, organise le maintien du statu quo au lieu d'engager la transition, nous avons décidé d'unir largement nos forces pour l'avenir de notre agriculture d'ici 2030.

Dans les 10 ans à venir, la moitié des paysan.ne.s partiront à la retraite. Sans installations à la hauteur, nos territoires se videront et l'industrialisation poursuivra son œuvre destructrice de l'autonomie, de la rémunération paysanne et de la planète.

L'urgence sociale dans les campagnes est là ! Pourtant, si nous relevons ce défi de l'installation, cette nécessité de transmettre peut être une formidable opportunité pour la transition agricole.

En 10 ans, nous nous devons de sortir de ce modèle agroindustriel mortifère et de ses logiques de concentration, agrandissement, spécialisation, compétitivité-prix et industrialisation de la production agricole.

Ce plan devra permettre une réorientation des politiques publiques pour développer l'emploi agricole et rural et soutenir le redéploiement de l'agriculture paysanne et biologique et la relocalisation de nos systèmes alimentaires.

En parallèle, l'urgence climatique et écologique nous saute aux yeux et nous appelle à agir rapidement et efficacement. En 10 ans, nous nous devons de changer de modèle social et économique pour répondre au défi climatique et écologique. Sobriété et relocalisation sont indispensables pour atténuer le changement climatique et accroître la résilience de nos systèmes alimentaires locaux pour y faire face.

Nous sommes collectivement convaincus que la solution est de traiter conjointement urgence sociale et écologique, en faisant vivre le dialogue entre monde agricole et société civile.

Le dialogue et l'échange sont les seuls moyens de construire un futur vivre ensemble.

Nous croyons à un nouveau contrat social pour des systèmes alimentaires équitables et durables.

Nous savons ainsi que la transition agricole et alimentaire ne se fera qu'avec et par les paysan.ne.s. Nous avons besoin de paysan.ne.s nombreux.euses dans nos campagnes pour réussir ce plan. Il nous faut un million de paysan.ne.s pour répondre à l'urgence sociale et climatique.

Nous sommes conscient.e.s que notre modèle agricole doit changer pour répondre aux enjeux actuels: changement climatique, effondrement de la biodiversité, qualité de l'eau, alimentation de qualité accessible à tou.te.s, emploi, rémunération paysanne... Nous nous devons d'y répondre.

Les soutiens à l'agriculture industrielle doivent cesser. Nous revendiquons une politique ambitieuse d'accompagnement des paysan.ne.s à la transition agricole et alimentaire, en commençant par la PAC et l'enseignement agricole. Ceci afin de sortir les paysan.ne.s du piège tendu par l'agro-industrie et les politiques mises en place depuis 50 ans. Cette évolution du modèle, proposée à tou.te.s, répondra aux enjeux de revenu paysan, de dynamique territoriale, aux droits sociaux, à la santé des populations et de l'environnement, au climat et à la biodiversité.

Signataires :

Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne

Jean-Marie Le Boiteux, secrétaire général du SNETAP-FSU

Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France

Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre

Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace

Eric Beynel, porte-parole de Solidaires

Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac

**Contacts Confédération paysanne :**

- Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne : 06 07 55 29 09
- Véronique Marchesseau, Secrétaire générale de la Confédération paysanne : 06 98 53 76 46
- Roberto Limentani, chargé de communication de la Confédération paysanne : 06 95 29 80 78